

la construction d'une unité de combat ou d'une marine de fer-blanc nous devons agir en coopération et en relation intime avec la marine impériale. Il fallait que ce fût selon les termes de la résolution :

Suivant les plans proposés par l'amirauté à la conférence impériale et en pleine sympathie avec l'opinion que la suprématie navale de l'Angleterre est essentielle à la sûreté du commerce, à celle de l'empire et à la paix du monde.

Y a-t-il un homme dans cette Chambre qui puisse dire que la politique inaugurée par le très honorable chef du Gouvernement contient les qualités requises par cette résolution sur laquelle elle est basée? Nous ne l'avons pas autorisé à aller en Angleterre conclure le marché qu'il a conclu. Le seul mandat que nous lui avons donné est celui contenu dans cette résolution, mais le bill qu'il soumet à la Chambre l'ignore complètement. En fait, les recommandations de l'amirauté anglaise ont été insérées dans cette résolution mais on s'en est écarté absolument et le Gouvernement a pris sur lui de faire quelque chose qui n'était pas recommandé dans la résolution de 1909. Qui lui a confié le mandat de changer les recommandations de l'amirauté au sujet de l'unité de flotte? Qui l'a autorisé à dire qu'il n'y aurait pas de dreadnought? Qui l'a autorisé à acheter la queue d'une unité de flotte qui doit servir à capturer des pirates des Philippines ou des maraudeurs mutinés du Mexique, selon le discours de l'honorable ministre de la Marine? Qui l'a autorisé à dire que la marine ne devrait pas tomber sous la direction automatique de la marine anglaise en cas de nécessité? Qui l'a autorisé à dire que lorsque notre soi-disant marine verrait une puissance étrangère attaquer un croiseur britannique, aucun secours ne serait porté à celui-ci sans un décret du conseil des ministres? Qui l'a autorisé à dire que même lorsque nos propres vaisseaux seraient attaqués, ils ne pourraient tirer un seul coup de canon sans un décret en conseil des ministres? Tous ces résultats du projet de loi sont absolument contraires à la résolution que nous avons votée en 1909. Lorsque le très honorable premier ministre est allé en Angleterre et a pris un engagement contraire à cette résolution, lorsqu'il est revenu et nous a présenté cette marine hybride nous avons refusé de l'accepter. Depuis ce temps-là il est survenu des choses que nous ne prévoyions pas lorsque la résolution a été adoptée. Que s'est-il passé? Une crise. Nous avons eu l'opinion des meilleurs hommes d'Etat anglais, sir Edward Grey, du très honorable Reginald McKenna, premier lord de l'amirauté, le lord Rosebery, de M. Balfour, enfin nous y avons pris l'opinion des hommes les plus importants et les plus au courant des cho-

ses en Europe. Nous avons déclaré alors que la circonstance était critique, que la première chose, le premier devoir était de faire face à la crise. Est venue ensuite la question de créer une marine permanente de l'empire, et nous avons été de nouveau en désaccord avec le premier ministre, parce qu'il ne donnait pas, prétendions-nous, ce qu'il avait convenu de donner. Nous avons posé alors la question sur la politique navale permanente du Canada, et avons déclaré qu'avant d'exécuter une politique de ce genre, le Gouvernement devait donner au peuple l'occasion de dire ce qu'il en pensait.

C'est là, il me semble, une politique juste et raisonnable, et je suis certain que le peuple dira que c'est la meilleure politique à suivre.

Je demanderai maintenant à l'honorable ministre de la Marine (M. Brodeur) où va nous conduire la politique que le Gouvernement a adopté. Apparemment, ces navires ne pourront tirer un coup de canon sans avoir été autorisés par un décret ministériel. Apparemment elle peut aller aux Philippines pour ennuyer et détruire les pirates de ces endroits. Mais le point dont je veux parler particulièrement est celui des dépenses. Nous ne savons pas du tout ce que cette marine va nous coûter. La situation du ministre de la Marine dans cette question me rappelle l'histoire d'un Canadien français qui conduisait un bœuf au marché. Ce Canadien s'appelait Louis Brodeur. Pour être plus certain que le bœuf ne lui échappe pas, le conducteur s'était enroulé la corde autour du corps. Le bœuf se mit bientôt à gambader et entraînait son conducteur. Il lui fit parcourir la route d'une façon vertigineuse jusqu'à ce qu'il frappât un obstacle—une espèce de Drummond-et-Arthabaska. Un ami qui le voyait courir ainsi à toute vitesse lui demanda: "Où allez-vous?" Le Canadien-français répondit: "Je ne sais pas; demandez au bœuf". Telle est la situation dans laquelle se trouve le ministre de la Marine aujourd'hui.

Si je parcours les discours des honorables membres de la droite, je constate qu'ils ont porté sur trois points principaux. Ce que j'observe en premier lieu, c'est que presque tous ces messieurs se sont crus obligés de porter jusqu'aux nues l'honorable premier ministre, à cause de son voyage dans l'Ouest, et de dire que, parce qu'il avait été bien reçu, il était le favori de la population des prairies et avait fait ce pays ce qu'il est aujourd'hui. Le deuxième point sur lequel les membres de la droite semblent unanimes est que c'est dû au chef du Gouvernement si le pays aujourd'hui est prospère. Enfin, nos amis de la droite ont cru qu'il était nécessaire de montrer que la défaite alarmante subie par le Gouvernement dans Drummond-et-Artha-